

Lettre ouverte à

M. Sébastien Lecornu, Premier ministre
M. Laurent Nunez, ministre de l'Intérieur
Mme Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes
handicapées
Mme Catherine Vautrin, ministre des Armées et des Anciens combattants
M. Jean-Pierre Farandou, ministre du Travail et des Solidarités
Mme Marina Ferrari, ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative
Mme Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté
alimentaire
M. Edouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale
M. Gérard Darmanin, ministre de la Justice
M. Roland Lescure, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle,
énergétique et numérique
M. Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Espace
M. Philippe Tabarot, ministre des Transports

Face à une détresse croissante, l'État n'est plus au rendez-vous de la prévention du suicide

En France, chaque jour, une personne meurt par suicide toutes les heures et 500 personnes attendent à leurs jours. Le suicide est la 2^{ème} cause de mortalité chez les 15-25 ans. Le nombre de tentatives de suicide des jeunes femmes a plus que doublé au cours des cinq dernières années. En 2019, une étude évaluait à 24 Md € le coût national des comportements suicidaires.

La litanie des chiffres ne rendra cependant jamais pleinement compte ni des souffrances insupportables qui conduisent à ces gestes dramatiques, ni de la détresse inimaginable des proches : isolement, honte, culpabilité, deuil complexe, des réalités qui concernent près de 3 millions de personnes chaque année en France.

Pourtant, le suicide n'est jamais une fatalité. Grâce à une expertise fine, plurielle et conjuguée, il est possible de sauver de nombreuses vies.

Face à cet enjeu majeur de santé publique, les récentes orientations publiques laissent craindre une démobilitation du gouvernement et un délitement des leviers de prévention.

Nous, acteurs de la prévention du suicide - professionnels, bénévoles, chercheurs, représentants associatifs, personnes concernées - tirons la sonnette d'alarme : la mobilisation

des pouvoirs publics ne peut reculer alors que les signaux sont plus qu'inquiétants et exigent un renforcement de la stratégie nationale de la prévention du suicide.

Réduire les moyens de la prévention aujourd'hui, c'est prendre le risque d'en payer le prix social, humain et économique dans les prochaines années, incluant un risque réel d'augmentation des cas de suicide comme cela est observé depuis plus de 10 ans aux Etats-Unis, et une pression sur les systèmes d'urgence et sur la psychiatrie, déjà en crise. Rappelons à titre d'exemple qu'1 € investi dans le programme Vigilans de prévention des réitérations permet d'économiser *a minima* 2 € de coût de santé, et de réduire le nombre de passages aux urgences.

Une dynamique positive avait pourtant émergé depuis plusieurs années. La mise en place d'une stratégie nationale a permis de structurer l'action, de renforcer les coopérations et de développer des dispositifs reconnus. Le travail de communication, de sensibilisation et de formation, porté notamment par le Geps, le 3114, le programme Papageno, Vigilans et l'UNPS et les associations, a permis de porter dans l'espace public la question du suicide et d'outiller professionnels et citoyens sur les enjeux de la prévention. Sur l'ensemble du territoire, des initiatives innovantes ont vu le jour, portées par des professionnels et des bénévoles engagés. Nous saluons ces avancées.

Mais aujourd'hui, des décisions fragilisent cet équilibre.

La prévention du suicide semble se diluer dans une approche globale de la santé mentale. Cette dernière est nécessaire mais doit intégrer une action de prévention spécifique, volontariste et rigoureuse, coordonnée avec les acteurs et soutenue par les pouvoirs publics.

En outre, les associations ont vu leurs moyens diminuer ces 2 dernières années, mettant à mal la réalisation de leurs missions d'intérêt général.

Parallèlement, nous craignons que l'évolution des modalités de pilotage entre le ministère de la Santé et les structures de prévention du suicide ne réduise progressivement une relation de partenariat à une simple relation de prestation. Or, c'est précisément cette dynamique partenariale qui a permis aux acteurs de terrain d'être force de proposition, d'innover et d'agir avec engagement et efficacité.

Affaiblir les dispositifs en prévention du suicide, c'est affaiblir les réponses apportées aux personnes en détresse : réduction des formations pour les professionnels et bénévoles, réduction des moyens de communication et de sensibilisation tout public, réduction de la capacité de réponse et de coordination en cas de crise, etc. C'est à terme notre capacité collective de réponse qui est affaiblie et la cohésion sociale elle-même qui est menacée.

Nous demandons donc explicitement :

- **le maintien des financements alloués à la prévention du suicide pour les années à venir**, afin de garantir la stabilité des dispositifs, la continuité des actions et la sécurité des coopérations existantes ;

- **une concertation réelle et structurée avec l'ensemble des parties prenantes** - associations, professionnels de santé, chercheurs et acteurs de terrain - afin de coconstruire des politiques publiques adaptées aux réalités du terrain et consolider les dynamiques qui ont fait leurs preuves.

Nous alertons également sur la nécessité de préserver des modes d'organisation fondés sur la coopération, et non sur des logiques uniquement administratives ou concurrentielles.

Des solutions existent. Elles sont portées par les acteurs de terrain et reposent sur des conditions connues : financements pérennes, capacité d'innovation et de recherche, coordination forte entre ministères, reconnaissance des professionnels et bénévoles, continuité des engagements.

La prévention du suicide ne manque ni d'expertise, ni d'engagement.

Elle manque aujourd'hui d'un soutien de l'État et de moyens à la hauteur des enjeux.

Nous appelons à faire de cette cause une priorité réelle, durable et pleinement soutenue, non seulement dans les discours, mais surtout dans les actes.

Parce que derrière chaque chiffre, il y a une vie.

Et parce que ces vies peuvent encore être préservées.

Liste des signataires :

- Charles-Édouard Notredame, président du Geps, secrétaire général de Prévention Suicide France
- Fabrice Jollant, président de l'Union Nationale de Prévention du Suicide
- Pierre Thomas, président de Prévention Suicide France

- Saïna Abrin, étudiante en master santé publique, Association VIES CVL, Tours
- Émilie Arnault, médecin, Tours
- Annie Bacquet, psychosociologue, Lambersart
- Patrice Basile, président de PHARE Enfants-Parents, Paris
- Axel Bastien, psychiatre, Lille
- Maud Benetti, psychiatre, Dijon
- Céline Besancenot, psychiatre, Lorient
- Nadine Besset-Gallot, psychologue, Sorbiers
- Astrid Bio, ingénieure pédagogique, Lille
- Kushtrim Bislami, psychologue, chargé de mission, Lyon
- Solène Blons, infirmière et responsable des relations médicosociales, Tours
- Soliman Boh Kourouma, psychiatre, membre du Geps, Avignon
- Christophe Bouché, psychiatre hospitalier, Lorient
- Sophie Boutinaud, cadre supérieure de santé, vice-présidente communication du Geps, Bordeaux

- Antoine Bray, psychiatre, Tours
- Johanne Breton, psychiatre, Tours
- Baptiste Brossard, sociologue à l'Université de York, membre du conseil scientifique de Prévention Suicide France, York
- Marc Brusselmans, psychiatre, membre du Geps, Bruxelles
- Françoise Casadebaig, retraitée, ex-présidente du Geps, Valdivienne
- Dolores Angela Castelli Dransart, professeure, administratrice du Geps, Fribourg
- Ludine Cayla, docteure en sociologie, chargée de mission, Lille
- Katia Chapoutier, autrice réalisatrice, administratrice de Prévention Suicide France
- Françoise Chastang, praticien hospitalier, psychiatre, administratrice du Geps, Caen
- Jean-Christophe Chauvet-Gelinier, professeur des universités, praticien hospitalier, Dijon
- Jean Chelala, chargé de communication, Lille
- Bénédicte Cheneau, bénévole PHARE Enfants-Parents, Toulouse
- Élise Cleva, infirmière, Lille
- Romain Colin, psychologue, Cayenne
- Mélanie Coquelin, docteure en psychologie, secrétaire du Geps, Bégard
- Stéphanie Courcoux, IDE, membre du Geps, Plaisir
- Aurélie Cren, secrétaire, Brest
- Anne Créton, psychiatre, Lille
- Isabelle Danset, psychiatre, Tourcoing
- Liliane Dassis, infirmière, UNPS, Le Havre
- Camille Davisse-Paturet, chercheuse en épidémiologie, membre du conseil scientifique de Prévention Suicide France
- Hélène de Carné, vice-présidente de PHARE Enfants-Parents, Bruxelles
- Anne de Ybarlucea, psychiatre, Le Mans
- Christophe Debien, praticien hospitalier, membre du Geps, Lille
- Thomas Delbarre, communication, Lille
- Marc Dubuc, psychiatre, praticien hospitalier, Grenoble
- François Ducrocq, psychiatre, Lille
- Bénédicte Dufour, déléguée générale de Prévention Suicide France
- Domitille Fehrenbach, présidente de l'association CAPU, Saint-Cloud
- Marc Fillatre, psychiatre, président honoraire de l'UNPS, Tours
- Lise Flevaud, psychiatre, Paris
- Sébastien Garny de La Rivière, pédopsychiatre, membre du Geps, Amiens
- Léa Garroum Renard, formatrice indépendante, La Falaise
- Sandrine Gautier, gestionnaire de formations, Tours
- Geoffrey Gauvin, maître de conférences, Paris
- Pierre Gérard, praticien hospitalier, psychiatre, membre du Geps, Caen
- Laetitia Gheeraert, assistante de direction, Neuville-en-Ferrain
- Florian Giron, psychiatre, administrateur du Geps, Bordeaux
- Illan Glineur, chargé de communication, Lille
- Édouard Godier, psychiatre, Baie-Mahault
- Erick Gokalsing, psychiatre des hôpitaux, membre du Geps, Saint-Paul
- Julie Grall, adjointe administrative, Brest
- Pierre Grandgenevre, psychiatre, vice-président formation du Geps, Lille

- Éric Gras, responsable d'association prévention du suicide, Centre Écoute et Soutien, Brive-la-Gaillarde
- Wayne Guillaume, psychiatre, Paris 11e
- Mathilde Guitton Bouédron, psychologue, Saint-Sébastien-sur-Loire
- Josselin Guyodo, infirmier en pratique avancée, membre du Geps, Montpellier
- Nadia Hassine, psychanalyste, Association Bol d'Air, Montreuil
- Jean-Baptiste Hazo, épidémiologiste, Nantes
- Degaully Boris Houga, médecin psychiatre, Lorquin
- Olivier Hugué, pilote d'hélicoptère, Tours
- Ruxandra Jorjioz, présidente du Fonds de dotation Prévention Suicide France, trésorière de Prévention Suicide France
- Titouan Keribin, psychologue clinicien, membre du Geps, Lyon
- Céline Kopp-Bigault, docteure en psychologie, vice-présidente vie scientifique du Geps,
- Christine Lachèze, présidente du Centre Écoute et Soutien, Brive-la-Gaillarde
- Cécile Lalanne, médecin psychiatre, Amiens
- Édouard Leane, psychiatre, administrateur du Geps, Lyon
- Sylvia Le Droff, infirmière, Brest
- Diane Lévy Chavagnat, psychiatre, administratrice du Geps, Poitiers
- Fabienne Ligier, psychiatre pour enfants et adolescents, trésorière adjointe du Geps, Nancy
- Margot Luneau, infirmière, Association ASMA, Marseille
- Mélissa Macalli, chercheuse, conseil scientifique de Prévention Suicide France, Bordeaux
- Marie-Ange Macé, coordinatrice réseau prévention du suicide, Centre-Val de Loire
- Angèle Malatre-Lansac, déléguée générale de l'Alliance pour la santé mentale, Paris
- Anne-Laurence Marion, psychiatre, Saint-Girons
- Stéphanie Martignoni, psychologue clinicienne, Nice
- Laurence Martin, infirmière, Brest
- Gwendoline Marzin, adjointe administrative, Brest
- Pauline Mascarel, psychiatre, administratrice du Geps, Le Port
- Catherine Massoubre, administratrice du Geps, Saint-Étienne
- Patrick Meluc, président du Groupe Prévention Suicide de la CCS, Vallet
- Edgar Mermet, créateur de la série « Suicide : brisons le tabou », Paris
- Monica Messina, consultante postvention institutionnelle, Saint-André-lez-Lille
- Olivier Molé, directeur Ain'Appui, Saint-Denis-lès-Bourg
- Audrey Montagne, infirmière et formatrice en prévention et postvention suicide, Carvin
- Olivier Moreau, citoyen, Bordeaux
- Margot Morgiève, chercheuse Inserm, secrétaire générale adjointe du Geps, Paris
- Éloïse Nguyen-Van Bajou, journaliste santé, Bordeaux
- Erwann Nouvel, infirmier, Brest
- Cécile Omnès, psychiatre hospitalier, Plaisir
- Adriana Palminha Dias, IPA PSM, Persan
- Nathalie Pauwels, communicante en prévention du suicide
- Louise Pimpaud, praticien hospitalier, Reims
- Christian Poupin, cadre supérieur de santé retraité, Poitiers
- Caroline Prat-Fourcade, psychologue, Lille

- Marie Rimbaud, présidente de SOS Suicide Phénix Bordeaux, Bordeaux
- Stéphanie Riocreux, Maire, Benais
- Gilles Robic, pair-aidant, conseil scientifique de Prévention Suicide France, Avignon
- Geneviève Rocques-Darroy, présidente de l'Association pour la prévention du suicide en Occitanie, Toulouse
- Corine Rondel, cadre de santé retraitée, La Rochelle
- Amélie Ruf, IDE, Brest
- Émilie Sauvaget, psychologue clinicienne, coordinatrice de la promotion de la santé mentale et de la prévention du suicide, administratrice du Geps, La Rochelle
- Monique Séguin, professeure émérite, Gatineau
- Bénédicte Serra, cadre de santé
- Virginie Sion, chargée de mission, Geps, Tourcoing
- David Soffer, psychiatre, Marseille
- Delphine Stegeman, travailleuse sociale, La Rochelle
- Émilie Stella-Lyonnet, cadre de santé, directrice adjointe, Marseille
- Amélie Thieffenat, infirmière, membre du Geps, Reims
- Cristelle Thierry, IDE, Amiens
- Marie Tournier, PU-PH en psychiatrie de l'adulte, Bordeaux
- Guillaume Vaiva, vice-président SNPS en région, Geps
- Gilles Vasset, retraité, Le Chesnay
- Jacques Vedrinne, cofondateur du Geps, Lyon
- Anaïs Vieira da Cruz, docteure en chimie, Lille
- Maxime Vieux, psychologue, Lyon
- Michel Walter, professeur de psychiatrie, Brest
- Liova Yon, psychiatre, membre du Geps, Paris
- Isam Zerga, cadre, Lille
- Haroun Zouaghi, médecin psychiatre, Cayenne